



HAL
open science

Jihad et jihadisme dans l'islam contemporain

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. Jihad et jihadisme dans l'islam contemporain. Guerre et religion, Éditions Hermann, pp.337 - 348, 2016, 9782705691585. hal-03459459

HAL Id: hal-03459459

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03459459>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JIHAD ET JIHADISME DANS L'ISLAM CONTEMPORAIN

par Jean-Pierre Filiu

Le jihad est aussi ancien que l'islam lui-même, tant ce concept polysémique est intimement lié à la Révélation divine au Prophète Mohammed. Dans le Coran, les mots dérivés de la racine « *j-h-d* », qui renvoie à l'effort déterminé en vue d'un but, apparaissent à une trentaine de reprises, une dizaine de fois dans un sens militaire, une autre dizaine dans un sens pacifique – le jihad de soutien social ou financier à la communauté des croyants –, et une dernière dizaine dans une signification mixte, associant la dimension civile et militaire.

Le « jihad sur le chemin de Dieu » (*jihād fi sabil Allāh*) alimente la dynamique d'expansion extraordinaire de l'islam qui, par la conquête militaire et les conversions de masse, aboutit en un siècle, de 632 – la mort du Prophète – à 732 – la bataille dite de « Poitiers » –, étend le territoire de la nouvelle religion depuis le sud de la France jusqu'à la vallée de l'Indus. La stabilisation des frontières du califat abbasside s'accompagne aux IX^e-X^e siècles d'une formalisation des règles d'engagement et de conduite du jihad, dans une forme de « droit de la guerre » islamique.

La distinction fondamentale réside entre, d'une part, le « jihad défensif », obligation qui s'impose à tous et à chacun, pouvant donc devenir « individuelle » (*fard 'ayn*) s'il s'agit de défendre une population menacée sur la « terre d'islam », et, d'autre part, le « jihad offensif », obligation susceptible de délégation, donc « collective » (*fard kifaya*), sous l'autorité du calife ou de son représentant. Il est essentiel de souligner le lien fondamental dans l'islam entre le jihad et un territoire déterminé, à défendre ou à conquérir, ainsi qu'avec la population de ce territoire, à protéger ou à soumettre.

Le déclin de l'Empire ottoman durant le XIX^e siècle ouvre la voie à l'expansion coloniale, qui en retour accélère la crise du plus puissant État musulman du temps. Des populations musulmanes, abandonnées par la Sublime porte face aux envahisseurs occidentaux, en viennent donc à livrer leur propre jihad de résistance anticoloniale. De la lutte de l'émir algérien Abdelkader en 1832, contre l'occupation française, jusqu'au jihad de libération antisoviétique en 1979, en Afghanistan, ces vagues de « jihad national » s'apparentent à des mouvements de libération nationale, menés sous la bannière de l'islam.

La récente émergence d'un « jihad global », à vocation planétaire, marque dès lors une rupture claire avec quatorze siècles de pratique et de doctrine du jihad, car ce « jihad global » rompt avec un territoire et une population déterminés pour se projeter dans un horizon à l'échelle du monde. C'est pourquoi le terme de « jihadisme » – avec l'adjectif dérivé – s'est imposé pour caractériser cette réalité inédite, alors que le jihad traditionnel continue d'être mené par des « moujahidines », qu'il faut donc bien distinguer des « jihadistes ».

L'INVENTION DU JIHAD GLOBAL

Le père intellectuel du jihad global est le cheikh Abdallah Azzam, un ancien dirigeant des Frères musulmans jordaniens, lui-même d'origine palestinienne. Azzam a étudié la charia en Syrie et en Egypte, avant de s'enflammer pour la résistance à l'invasion soviétique. Les réserves des Frères musulmans à l'encontre de son engagement de plus en plus militant conduisent Azzam à rompre avec la Confrérie. En 1982, il concentre ses cours à Islamabad sur une période limitée, afin de pouvoir prolonger ses déplacements à Peshawar par des incursions en Afghanistan même, dans des zones tenues par la guérilla. L'invasion israélienne du Liban, le siège de Beyrouth et les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila ne distraient pas Azzam de sa voie afghane. Il s'emploie à justifier la solidarité avec les moujahidines antisoviétiques, plutôt qu'avec ses propres compatriotes palestiniens, pourchassés ou liquidés.

En 1983, Azzam fourbit les concepts dogmatiques, acquis lors de ses études de droit islamique à Damas et au Caire, et il en tire une fatwa prescrivant le jihad en Afghanistan comme une obligation individuelle (*fard 'ayn*). Le sujet est délicat, car des siècles de jurisprudence islamique ont bien distingué le « jihad offensif », mené par une fraction de la communauté musulmane au nom de celle-ci, et le « jihad défensif », dont l'obligation collective (*fard kifaya*) ne peut devenir individuelle que dans des cas très précis. Azzam s'attache à démontrer que le « jihad défensif » en Afghanistan ne concerne pas que le peuple afghan, directement agressé, mais l'ensemble des Musulmans du monde entier, qui ont dès lors pour obligation individuelle de contribuer au jihad antisoviétique. Azzam place la barre d'autant plus haut qu'il sait que seule une poignée de militants arabes ont effectivement rejoint la résistance afghane.

En 1984, la frustration d'Azzam face à la passivité arabe est telle qu'il réitère sa fatwa de l'année précédente et la fait endosser par quatre personnalités islamistes, syrienne, égyptienne, saoudienne et yéménite. Mais le cheikh Abdelaziz Ben Baz, la plus haute autorité religieuse d'Arabie, se garde bien de cautionner un texte aussi militant, selon lequel « si un empan d'un territoire musulman est attaqué, le jihad s'impose personnellement à celui qui habite ce pays et à celui qui en est voisin. S'ils sont trop peu nombreux, incapables ou réticents, alors ce devoir s'impose à ceux qui sont proches, jusqu'à gagner la terre entière¹ ». Azzam compare avantageusement la foi des moujahidines afghans aux compromissions de l'OLP avec l'URSS et le marxisme. Selon lui, la Palestine a beau demeurer « la cause sacrée de l'Islam », le jihad doit impérativement « commencer par l'Afghanistan² ». Joignant le geste à la parole, Azzam quitte Islamabad pour s'installer à Peshawar. Il y retrouve un jeune Saoudien dévoué à la cause, Oussama Ben Laden, lui aussi en rupture de ban avec les Frères musulmans.

L'émergence d'Al-Qaïda comme organisation dédiée au jihad global est le fruit d'un concours de circonstances exceptionnel, où le hasard, irréductible à toutes les théories du complot, a parfois pesé plus que la vision d'Azzam ou de Ben Laden. Sans l'occupation soviétique de l'Afghanistan de 1979 à 1989, la mobilisation d'une véritable « internationale jihadiste », galvanisée par une cause authentiquement islamique, était inconcevable. Sans l'interdiction faite à la CIA d'opérer directement en territoire afghan, et sans la détermination d'Islamabad à contrôler étroitement la guérilla afghane, il aurait été impossible de déverser au Pakistan même les milliards de dollars destinés à la résistance antisoviétique. Sans l'institution de zones tribales de non-droit dans le nord-ouest pakistanais, à la forte population pachtoune, un glacis de camps d'entraînement n'aurait pu s'établir sous autogestion jihadiste et en collaboration avec les « commandants »

1. Gilles Kepel (éd.), *Al-Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2008, p. 149.

2. *Ibid.*, p. 151.

pachtounes de la frontière. Sans l'intolérance des prêcheurs wahhabites à l'encontre de la piété afghane, nul n'aurait validé le concept d'une réislamisation brutale des musulmans eux-mêmes, comme préalable à leur libération de l'occupation infidèle. Sans l'ambition saoudienne de briller sur le terrain du jihad, et sans la volonté égyptienne de se débarrasser des extrémistes raflés après l'assassinat du président Sadate, en 1981, Ben Laden n'aurait pas rencontré à Peshawar Ayman Zawahiri, un ancien dirigeant du Jihad islamique égyptien.

Les milliers de « volontaires » arabes, hébergés et formés au Pakistan, n'ont pratiquement pas été engagés en Afghanistan durant les dix années d'occupation soviétique et leur contribution à la lutte de libération a été négligeable. Ils vont pourtant construire le mythe de leur triomphe face à l'Armée rouge et s'attribuer le rôle essentiel dans l'effondrement de l'URSS en 1991. Animés d'un profond mépris pour la population afghane, ils épaulent les services pakistanais et leurs alliés pachtounes dans leur offensive contre les « commandants » de l'intérieur, pourtant les principaux artisans de la victoire anti-soviétique. Le jihad ne saurait être limité aux frontières nationales de l'Afghanistan, il doit les dépasser pour devenir global. Entre le jihad national, enraciné sur sa terre, et le jihad global de ces intrus orgueilleux, le conflit est déjà inexpiable.

LES PREMIÈRES ANNÉES D'AL-QAIDA

C'est alors que le terme « Al-Qaida », qui signifie en arabe « la base », commence à circuler dans les milieux jihadistes de Peshawar, dans les deux acceptions de « base sûre » (*qā'ida amīna*), d'où lancer le jihad global, et de « base de données » (*qā'ida al-ma'lûmât*), pour maintenir le contact entre les « volontaires » étrangers. Peu à peu se profile, sous la double autorité de Ben Laden et de Zawahiri, le grand dessein du jihad global, dont le sanctuaire peut être tout territoire musulman contrôlé par « Al-Qaida ». L'objectif stratégique est d'élargir cette base initiale pour conquérir le pouvoir aux dépens de régimes faussement musulmans, de déstabiliser cet « ennemi proche », voire intime, en provoquant l'intervention de « l'ennemi lointain » et américain, l'URSS abhorrée ayant disparu de la cosmogonie jihadiste. Azzam n'est pas associé aux réunions de fondation clandestine d'Al-Qaida, en 1988, et beaucoup accusent Zawahiri d'avoir planifié sa mort dans un attentat à Peshawar, en 1989.

C'est durant l'exil de Ben Laden et de Zawahiri au Soudan, de 1991 à 1996, que le jihad global formalise sa doctrine et sa structure. Mais, sans l'expulsion de Ben Laden de Khartoum vers le Pakistan en avril 1996, Al-Qaida n'aurait jamais émergé dans sa forme actuelle. Washington, Le Caire ou Riyad n'ont pas souhaité que le chef jihadiste leur soit livré, tout en faisant pression sur la dictature islamiste pour son départ du Soudan. Cette expulsion a permis à Ben Laden, immédiatement transféré dans l'Est afghan, d'y retrouver Zawahiri et leurs partisans, d'y apporter la touche finale à Al-Qaida et d'établir ainsi une continuité géographique et dogmatique dans le jihad global, hier anti-soviétique, désormais anti-américain. Quelques semaines plus tard, Ben Laden faxe depuis son repaire afghan une extraordinaire « déclaration de jihad à l'Amérique », accusée d'occuper l'Arabie. Les services pakistanais garantissent à Al-Qaida la protection des talibans du mollah Omar, en contrepartie de l'accueil par Ben Laden, et sur le territoire afghan, des groupes jihadistes destinés au Cachemire : Islamabad craint en effet d'assumer la responsabilité directe de cette guerre par procuration contre l'Inde.

En février 1998, Ben Laden et Zawahiri lancent le « Front islamique mondial du jihad contre les Juifs et les Croisés », et ils justifient le terrorisme global contre « l'ennemi lointain » : « Tuer les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires, est un devoir qui s'impose à tout

Musulman qui le pourra, dans tout pays où il se trouvera³. » La rupture est absolue avec quatorze siècles de jurisprudence et de pratique islamiques, durant lesquels le jihad était une obligation collective, édictée contre des cibles militaires par les autorités religieuses. La rupture est tout aussi complète avec le jihad national de libération d'un territoire occupé, déclinaison islamique des luttes anti-coloniales, dont le jihad anti-soviétique en Afghanistan, strictement limité aux frontières de ce pays, a été l'illustration la plus récente. Al-Qaïda met d'ailleurs ses bataillons au service des talibans, dans leur offensive contre « l'Alliance du Nord » du commandant Massoud, symbole historique de la lutte contre Moscou. Les groupes entraînés par Al-Qaïda éliminent au Cachemire les formations enracinées dans ce territoire et sa population. En Tchétchénie, le jihadiste saoudien Khattab contribue à déstabiliser l'éphémère République indépendante, en 1998, en portant la subversion dans le Daghestan voisin et en fournissant ainsi le prétexte au grand retour de l'Armée rouge. Partout, les tenants du jihad global, au nom de leur vision abstraite d'un « homme nouveau » et réislamisé, balayaient les traditions locales et les loyautés nationales. Ils les pourfendaient comme autant d'obstacles sur la voie de la transmutation d'un territoire donné en base d'exportation du jihad global.

LES CONTRECOUPS DU 11 SEPTEMBRE

C'est dans « l'émirat islamique » du mollah Omar, de 1998 à 2001, que ce processus de transformation totalitaire est poussé le plus loin, l'Afghanistan devenant un véritable « Jihadistan », consacré à la planification terroriste d'Al-Qaïda. Le mollah Omar refuse de livrer Ben Laden après les attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, et il lie ainsi le sort du régime taliban à celui d'Al-Qaïda. Les attentats du 11-Septembre 2001, au-delà de leur considérable impact direct, visent à attirer « l'ennemi lointain » et américain jusqu'en Afghanistan, afin de lui y infliger une défaite aussi retentissante que celle subie sur le même terrain par l'Armée rouge. Le jihad global, porté par la dynamique de la mondialisation, révèle que sa plasticité tactique s'accompagne d'une sérieuse myopie stratégique. Le pari sur la déroute américaine en Afghanistan s'écroule avec l'émirat taliban, les États-Unis ayant habilement laissé « l'Alliance du Nord » en première ligne. Le désaveu du 11-Septembre par la contestation islamiste en Arabie représente un autre sérieux revers pour Ben Laden qui, privé de débouché politique, se rabat sur la planification clandestine d'une campagne terroriste dans son pays natal. Ben Laden et Zawahiri échappent à l'étau américain, mais 80 % des militants d'Al-Qaïda sont neutralisés dans l'offensive, qui laisse le jihad global en ruines.

Imaginons à ce stade que les États-Unis n'aient pas envahi l'Irak au printemps 2003. Ben Laden aurait en tout état de cause enclenché un cycle d'attentats en Arabie, il aurait alloué à cet effet le plus clair des ressources d'Al-Qaïda et, les rangs des vétérans d'Afghanistan étant désormais bien clairsemés, il aurait misé sur les militants radicalisés par la crise tchétchène⁴. Mais Al-Qaïda se serait vite épuisée dans cette entreprise et c'est l'intervention américaine en Irak qui lui permet de relancer la dynamique du jihad global, en mobilisant une nouvelle génération de militants sans frontière, en structurant des réseaux inédits de recrutement et en confortant une base arrière à la campagne anti-Saoud. A l'automne 2004, Ben Laden comprend qu'un succès significatif n'est pas envisageable à court terme en Arabie et il décide de basculer

3. *Ibid.*, p. 67.

4. Sur l'importance de la Tchétchénie dans la radicalisation du jihad saoudien, voir Thomas Hegghammer, « Terrorist recruitment in Saudi Arabia », *Middle East Policy*, XIII/4, hiver 2006, p. 49.

vers l'Irak, terre de bien plus grande opportunité jihadiste, les ressources jusqu'alors affectées à la subversion saoudienne. Le Jordanien Abou Moussab Zarqaoui est adoubé commandant (émir) d'Al-Qaïda en Irak et son choix de la terreur anti-chiïte est validé par la hiérarchie de l'organisation.

Privé de base territoriale depuis l'écrasement de l'émirat taliban, Al-Qaïda s'efforce d'implanter un nouveau « Jihadistan », cette fois en Irak, dans la province occidentale d'Anbar. Ce bastion de la guérilla sunnite, frontalier de l'Arabie, comme de la Jordanie et de la Syrie, offre de prometteuses perspectives d'expansion au jihad global. Al-Qaïda projette depuis Anbar les attentats de novembre 2005 contre des grands hôtels d'Amman, censés frapper des « agents du Mossad », en fait des mariages palestiniens. La contradiction entre jihad national et jihad global en Irak, jusqu'alors surmontée par la fraternité d'armes contre l'occupation américaine, éclate à cette occasion. La guérilla d'Anbar refuse que son territoire serve les desseins étrangers d'Al-Qaïda. Ce choix, inverse de celui opéré par le mollah Omar à l'été 1998, est fatal à l'émergence d'un « Jihadistan » irakien.

Les accrochages se multiplient en effet dans tout Anbar, dont Zarqaoui finit par être expulsé, pour être tué dans un bombardement américain au nord de Bagdad, en juin 2006. Ben Laden, résolu à ne pas confier à un Irakien la direction de la branche irakienne de son organisation, nomme un jihadiste égyptien, Abou Hamza al-Mohajer, dit aussi Abou Ayyoub al-Masri, pour succéder à Zarqaoui. Ce nouvel affront à la guérilla nationaliste est aggravé par la proclamation en octobre 2006 d'un « État islamique en Irak », dirigé par Abou Hamza al-Mohajer, et censé couvrir la portion sunnite d'un Irak divisé en trois états sunnite, chiïte et kurde. Le jihad national, attaché à un Irak uni, où la communauté sunnite retrouverait justement toute sa place, n'est pas apaisé par la proclamation simultanée par Al-Qaïda d'un califat en trompe l'œil, confié à un ancien général de police irakien, Abou Omar al-Baghdadi.

LE TEMPS DU « RÉVEIL » EN IRAK

Le commandement américain en Irak réalise tardivement le profit qu'il peut tirer de ce divorce dans le camp jihadiste. Il relâche la pression sur l'insurrection nationaliste et il encourage la formation de milices tribales opposées à Al-Qaïda, désignées en anglais comme *concerned citizens* (citoyens engagés) et en arabe sous le terme générique de *Sahwa* (réveil). Les formations armées, convaincues qu'une défaite d'Al-Qaïda accélèrera le départ des troupes d'occupation, laisse les tribus alliées, voire certains guérilleros, rejoindre la *Sahwa*. La vendetta ainsi déchaînée tourne au détriment d'Al-Qaïda, qui perd l'essentiel de ses positions dans la province d'Anbar. Après l'effondrement du « Jihadistan » afghan en 2001, le démantèlement du « Jihadistan » irakien est consommé en 2008. Mais Al-Qaïda n'est pas plus éradiquée d'Irak qu'elle ne l'était d'Afghanistan sept ans plus tôt.

Al-Qaïda s'est efforcée de masquer son exclusive hégémonique en Irak en constituant une structure en trompe l'œil, le « Conseil consultatif des moujahidines », mais elle n'est en fait pas parvenue à obtenir des ralliements significatifs à son organisation. Cette incapacité à nouer des alliances avec les guérilleros irakiens, sommés de s'aligner ou de se soumettre, s'est aggravée après la proclamation par Al-Qaïda de son « État islamique en Irak ». L'insurrection sunnite a rejeté les prétentions d'Al-Qaïda à s'arroger une partie du territoire irakien et à en édicter les nouvelles lois. Al-Qaïda n'en a pas moins publié les principes politiques de son prétendu « État », révélant ainsi l'ambition de son projet totalitaire : le nationalisme et le communisme sont passibles de la peine de mort, de même que le chiïsme et toute forme de

pratique musulmane jugée hétérodoxe par Al-Qaïda ; de manière générale, toute population en contact avec l'occupation « infidèle » ou le gouvernement irakien est collectivement coupable d'« apostasie », et elle encourt donc le châtement suprême, ce qui permet de justifier les attentats aveugles et les massacres de civils.

Face à l'organisation rigide d'Al-Qaïda, la guérilla nationaliste souffre de ses divisions et de son éparpillement. Mais trois des principales formations armées, l'Armée islamique en Irak, l'Armée des moujahidines et Ansar al-Islam ont constitué dès mai 2007 un « Front du jihad et de la réforme » pour contrer les visées d'Al-Qaïda. Plusieurs autres coalitions hostiles à l'organisation de Ben Laden ont vu le jour, souvent après des liquidations individuelles ou collectives. Le très fort enracinement local de nombreux groupes, qui handicape une dynamique coordonnée de l'insurrection sunnite, leur permet en revanche de résister aux intrusions d'Al-Qaïda. Et les formations nationalistes, longtemps absentes de l'Internet, y ont développé leurs propres sites de propagande, contestant ainsi la récupération politico-militaire qui avait tant servi Al-Qaïda en Irak et au-delà. Il est désormais avéré que l'organisation de Ben Laden n'est responsable que d'une infime partie de l'activité anti-américaine, de l'ordre de 5 à 10 %, et qu'elle concentre en revanche l'essentiel de sa violence contre la population irakienne.

L'autre grande vulnérabilité d'Al-Qaïda réside dans la faiblesse insigne de la culture religieuse de ses cadres comme de ses militants. Ben Laden a étudié la gestion, Zawahiri est un médecin et le couple dirigeant d'Al-Qaïda est parfaitement représentatif de l'agressivité autodidacte qui régit l'organisation. Toute opposition à Al-Qaïda est assimilée à une trahison envers l'Islam et elle est donc punie comme « apostasie ». Mais cette intolérance homicide se heurte à la profonde imprégnation islamique de la société irakienne. Cheikhs et oulémas ne craignent pas de flétrir l'inanité des diktats d'Al-Qaïda et ils deviennent une des cibles privilégiées de sa terreur. L'organisation de Ben Laden impose des interdits symboliques, par exemple sur le tabac, afin de démontrer sa capacité de nuisance. Au-delà des controverses dogmatiques, l'enjeu est bel et bien le contrôle des populations, qui n'hésitent plus à fuir la proximité d'Al-Qaïda.

La solidarité tribale, ultime refuge en périodes troublées, reprend ainsi tout son sens. La guérilla nationaliste, dont certains groupes sont organiquement liés à telle ou telle tribu, a beau contester le conservatisme ou l'opportunisme de la hiérarchie bédouine, elle ne s'est pas opposée à l'émergence de la Sahwa, et elle lui a même apporté contre Al-Qaïda un concours discret ou ponctuel. Aux condamnations pour « apostasie » édictées par les partisans de Ben Laden, les chefs tribaux ont répondu en légitimant l'assassinat des membres d'Al-Qaïda, globalement désignés comme des « étrangers » et des « criminels », dont le sang peut être versé sans enfreindre les codes traditionnels.

Al-Qaïda a ainsi perdu pied en milieu tribal en 2007-2008 et elle a dû se rabattre sur les marges de la société irakienne. Le recours pour des attentats à des femmes, à des handicapés ou à des enfants traduit le désarroi de l'organisation de Ben Laden, contrainte d'intensifier l'infiltration de militants étrangers, notamment maghrébins, pour compenser ses sérieux problèmes de recrutement local. Al-Qaïda a perdu ses principaux bastions dans la province d'Anbar et à Bagdad, même si elle y conserve des réseaux capables d'attentats spectaculaires. C'est au nord de l'Irak que l'organisation de Ben Laden transfère l'essentiel de ses ressources, notamment à Mossoul, où elle profite de l'absence de milices tribales. Les partis kurdes ont en effet refusé au commandement américain l'implantation d'un équivalent local de la Sahwa, de crainte de le retrouver comme rival dans un avenir proche.

Le cas de Mossoul révèle la fragilité fondamentale de la Sahwa, dont le combat contre Al-Qaïda est suspendu aux calculs des États-Unis, ainsi que de leurs alliés kurdes ou chiïtes. Le financement de l'armée américaine et son appui logistique sont déterminants dans les succès des

milices tribales, mais leur armement reste limité et les frictions, parfois mortelles, ne sont pas rares avec les GI's. Sur les quelque 80 000 « citoyens engagés » de la communauté sunnite, seule une faible minorité est intégrée aux forces irakiennes de sécurité, pour qui le passé insurgé de nombreux membres de la Sahwa est toujours problématique. Le « Jihadistan » irakien est démantelé, mais la bataille d'Irak est donc loin d'être gagnée contre Al-Qaida, pour des considérations encore plus politiques que militaires, dans la perspective du retrait américain de 2010-2011.

DE LA PÉNINSULE ARABIQUE AU « MAGHREB ISLAMIQUE »

Nous avons vu comment Ben Laden a basculé à l'automne 2004 l'essentiel des ressources d'Al-Qaida du théâtre saoudien vers l'Irak. Mais la manœuvre inverse, pour compenser les revers de son organisation en Irak, lui est en revanche impossible, car Al-Qaida est sur la défensive dans le royaume wahhabite. Son dernier attentat d'ampleur remonte à février 2006 et se solde d'ailleurs par un échec cinglant : le commando qui tentait d'attaquer le complexe pétrolier d'Abqaiq fut éliminé en deçà du périmètre de sécurité et le responsable de l'opération fut repéré juste après, puis liquidé. L'organisation de Ben Laden n'a pourtant pas relâché son attention pour les cibles pétrolières, dans l'espoir de frapper un grand coup aux considérables répercussions internationales, voire d'attirer une intervention américaine directe sur la côte orientale de l'Arabie. Le retournement est cruel pour Al-Qaida, dont le premier acte public fut d'exiger en 1996 la fin de « l'occupation infidèle » du territoire saoudien. Mais c'est le prix qu'est disposé à payer Ben Laden pour soulager la pression multiforme que son organisation subit en Arabie.

Le royaume wahhabite a en effet choisi une approche intégrée et multiforme de la lutte antiterroriste. La répression des réseaux d'Al-Qaida est implacable et les autorités annoncent régulièrement le démantèlement de cellules ou l'arrestation de militants. Mais les accrochages, sanglants et fréquents en 2003-2004, ont cédé la place à un affrontement plus souterrain, faisant la part belle à l'action psychologique. En cas de reddition, et quelle que soit la condamnation prononcée, la famille des anciens terroristes est prise en charge. Des programmes de réhabilitation de jihadistes « repentis » sont mis en place, y compris pour les anciens détenus de Guantanamo. Sur quelque 3 400 détenus jihadistes, 2 000 ont accepté cette « réhabilitation » et 700 ont d'ores et déjà été libérés en 2008, avec une aide importante à leur réinsertion. Des émissions télévisées détaillent les traumatismes d'activistes « déviants » et prennent le public à témoin des risques de tels « égarements », surtout chez les plus jeunes. Le régime, conforté par les niveaux inégalés du cours du pétrole, finance généreusement le retour au bercail des fils prodiges du jihad.

C'est sur le plan dogmatique qu'Al-Qaida est confronté au plus grand défi. La hiérarchie wahhabite mène une guerre d'usure contre les mystifications théoriques de l'organisation terroriste, qui aurait planifié l'assassinat des deux plus hauts dignitaires de l'Islam saoudien. Quant aux cheikhs contestataires en Arabie, ils avaient déjà condamné les attentats du 11-Septembre et ils considèrent désormais que le jihad en Irak n'est légitime que pour les seuls Irakiens. Cette fatwa sape le fondement même du jihad global et elle provoque la fureur de Ben Laden, qui cloue au pilori les « oulémas du mal ». Ce double désaveu saoudien s'accompagne du lâchage d'Al-Qaida par une des figures historiques du jihad égyptien : le docteur Fadel fustige en effet la « fourberie » de Ben Laden et de Zawahiri, les accusant d'avoir ruiné leur terre afghane d'accueil⁵.

5. Pour mesurer la gravité des attaques proférées contre Al-Qaida par Sayyid Imam al-Sharif, alias « docteur Fadel », voir Lawrence Wright, « The Rebellion within », *The New Yorker*, 2 juin 2008.

La manipulation de la rhétorique islamique par Al-Qaida est mise à nu, alors même que l'organisation encaisse des revers douloureux au Moyen-Orient. La logique du jihad global le porte donc à sublimer ces défaites dans une nouvelle surenchère médiatique, avec inflation des interventions de Ben Laden et de Zawahiri, mais aussi d'autres personnalités d'Al-Qaida : le Libyen Mohammed Hassan, plus connu sous son nom de guerre d'Abou Yahia al-Libi, évadé d'une prison américaine en Afghanistan, l'Égyptien Moustapha Abou al-Yazid, grand maître d'œuvre des flux financiers de l'organisation, l'Américain Yahya Adam Gahdan, qui voue son pays aux gémonies jihadistes et détruit symboliquement son passeport...

Al-Qaida peut compter sur sa maîtrise consommée de l'outil informatique pour poursuivre ce « cyber-jihad » et neutraliser les contre-mesures de ses adversaires. Zawahiri a toujours accordé un grand intérêt à l'activité médiatique, qui représente selon lui la moitié du jihad global, et des ressources conséquentes d'Al-Qaida sont allouées à cette fin. La société de production Al-Sahab (« les nuages ») réalise documentaires et reportages de bonne facture et un cameraman qui accompagne les commandos d'Al-Qaida touche jusqu'au double de leur salaire. Ce dispositif soigné permet d'entretenir sur Internet l'illusion d'une organisation active sur tous les fronts de l'Islam, par le verbe ou par les armes.

La réalité est tout autre. La hiérarchie d'Al-Qaida, dénommée *Al-Qaida central* par les spécialistes américains, pèse bien peu sur ces confins afghano-pakistanaï, d'où elle émet sa propagande planétaire. Le pouvoir militaire au sein de ces zones tribales réside aux mains de puissants commandants pachtounes, dont les plus importants sont, du Nord au Sud, Maulana Fazlallah et son « Mouvement pour l'application de la charia de Mohammed » à Bajaur, Jalaludine Haqqani et son fils Sirajudine au Nord-Waziristan, Beitullah Mahsud et son « Mouvement pakistanais des talibans » au Sud-Waziristan. La chance de Ben Laden est d'avoir noué depuis deux décennies des relations solides avec le père Haqqani, héros du jihad antisoviétique dans la province afghane de Khost, et d'avoir conservé cet atout avec Sirajudine Haqqani, le véritable homme fort de cette zone stratégique, de part et d'autre de la frontière⁶. *Al-Qaida central* peut ainsi préserver sa structure de commandement et plusieurs camps d'entraînement.

L'organisation de Ben Laden fait pourtant bien pâle figure face aux dizaines de milliers de miliciens alignés par les chefs pachtounes, pakistanais et afghans, ou face aux milliers de jihadistes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, implanté dans le Waziristan pakistanais comme dans la Kunar afghane. Al-Qaida est virtuellement absente du Sud afghan, où les talibans du mollah Omar disposent de leurs plus fortes concentrations. Quant à la nouvelle génération des talibans, elle est animée par un nationalisme pachtoun exacerbé, qui l'amène à agir de part et d'autre de la frontière, mais qui n'épouse pas la vision « globale » de Ben Laden. Al-Qaida craint de faire les frais d'un éventuel accord entre les talibans afghans et Kaboul, voire entre leurs homologues pakistanais et Islamabad. C'est dans une logique de guerre totale qu'elle a importé d'Irak la technique de l'attentat-suicide et qu'elle en a répandu la pratique à partir des zones tribales.

Acteur secondaire dans l'environnement de son sanctuaire afghan, Al-Qaida n'a pas non plus réussi à s'infiltrer sur le théâtre palestinien. Ben Laden a beau agiter régulièrement le thème de la confrontation avec Israël, sa priorité a toujours été la lutte directe contre l'Amérique et ses alliés musulmans, avec une fixation stratégique sur l'Arabie saoudite. Le très fort ancrage nationaliste en milieu palestinien a dissuadé la dissolution dans le jihad global et Al-Qaida n'a pu opérer que des recrutements marginaux, plutôt dans la diaspora palestinienne du Golfe. Le

6. Les raids menés par les États-Unis en zone tribale pakistanaïse en septembre 2008 visent explicitement les partisans de Haqqani, père et fils : voir *Newsweek*, 22 septembre 2008.

mouvement Hamas, qui contrôle strictement la bande de Gaza depuis juin 2007, y a démantelé « l'Armée de l'Islam », un groupuscule à la rhétorique proche de celle d'Al-Qaïda. Zawahiri se venge en fustigeant les « compromissions » du Hamas et en l'accusant de reconnaître de fait l'État d'Israël. Mais la violence de cette polémique est à la mesure de l'impuissance d'Al-Qaïda. Même Fath al-Islam, la formation jihadiste qui s'est emparée du camp palestinien de Nahr al-Bared, au nord du Liban, de mai à septembre 2007, refuse d'intégrer Al-Qaïda. Ben Laden en est réduit à déclarer que la cause palestinienne ne peut être mieux servie qu'en menant le jihad... en Irak.

Affaiblie au Moyen-Orient, exclue de la scène palestinienne, Al-Qaïda s'est rabattue sur un terrain jusqu'alors périphérique à ses yeux, l'Afrique du Nord. Le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), la seule organisation jihadiste à avoir refusé la politique de « réconciliation nationale » du régime algérien, a pu recruter et transférer des centaines de combattants maghrébins au profit d'Al-Qaïda en Irak. Le chef du GSPC, Abdelmalek Droukhal, surnommé Abou Moussab Abdel Waddoud, a survécu à toutes les purges et liquidations du maquis algérien depuis 1993 et il choisit l'intégration à Al-Qaïda pour préserver son bastion d'irréductibles du jihad. Il prête publiquement allégeance à Ben Laden et le GSPC devient en janvier 2007 Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Les mois suivants sont scandés de sanglants attentats-suicides, notamment à Alger en avril et en décembre 2007. Les cibles sont les institutions gouvernementales, politiques, judiciaires ou militaires, mais aussi les Nations-Unies, dans un désir affiché de « globaliser » le jihad algérien.

C'est cette volonté de projection d'Al-Qaïda sur de nouveaux terrains du terrorisme qui est la plus préoccupante. Ben Laden n'accorde en effet pas d'attention particulière à la problématique maghrébine et il a saisi dans le ralliement du GSPC l'opportunité d'amalgamer un nouveau réseau à l'importante visibilité médiatique, alors même qu'Al-Qaïda essayait des revers retentissants au Moyen-Orient. Le GSPC a pu conserver sa direction propre et une très large autonomie. AQMI est ainsi encouragée à poursuivre ses propres cibles « globales », moins américaines qu'européennes, Afrique du Nord oblige. Zawahiri relaie les attaques de Droukhal à l'encontre de la France ou de l'Espagne. Après plusieurs tentatives avortées contre des expatriés en Algérie, AQMI assassine quatre touristes français en Mauritanie en décembre 2007 et ses menaces à l'encontre du rallye Paris-Dakar entraînent l'annulation de la compétition.

La dangerosité d'Al-Qaïda demeure exceptionnelle pour une organisation aux effectifs somme toute limités. Ben Laden et Zawahiri ont réussi à surmonter le traumatisme de l'automne 2001 en développant une structure moyen-orientale, initialement saoudienne, avant d'être concentrée sur l'Irak et de devenir le point focal de l'organisation. La crise de cet axe irako-saoudien amène en 2009 à la refondation de la branche saoudienne d'Al-Qaïda sur le territoire yéménite, et ce dans une seule et même organisation, Al-Qaïda pour la Péninsule arabe (AQPA), sous direction bicéphale saoudo-yéménite. Cette crise a aussi favorisé l'émergence d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, moins pour peser sur le cours des événements en Afrique du Nord que pour y relancer la dynamique du jihad global.

LE TOURNANT DE 2011

En avril 2010, un raid américano-irakien élimine les deux chefs de « l'État islamique en Irak », l'Irakien Abou Omar al-Baghdadi et l'Égyptien Abou Hamza al-Mohajer. C'est l'Irakien Abou Bakr al-Baghdadi qui prend la direction, cette fois incontestée, au prix de purges impitoyables, de « l'État islamique » (EI). Même si la branche irakienne d'Al-Qaïda a perdu

son assise territoriale, elle peut compter sur le soutien des services syriens de renseignement, car Bachar al-Assad veut, en encourageant la guérilla irakienne, détourner les États-Unis de toute intervention dans la Syrie voisine. Baghdadi et ses partisans disposent donc dans la Syrie d'Assad d'une base arrière aux multiples facilités.

Quand Oussama Ben Laden est tué au Pakistan en mai 2011, Baghdadi refuse de prêter allégeance à son successeur, l'Égyptien Ayman Zawahiri, affichant ainsi la volonté d'indépendance de son organisation envers la direction d'Al-Qaïda. Ce même attentisme est suivi par Al-Qaïda au Maghreb islamique, tandis qu'AQPA, par fidélité à Ben Laden, endosse la direction de Zawahiri. Tous ces groupes jihadistes se retrouvent en revanche pour condamner, voire combattre le soulèvement démocratique qui secoue le monde arabe à partir de décembre 2010. Ali Abdallah Saleh, maître du Yémen depuis 1990 – et du Nord-Yémen depuis 1978 –, livre même des villes entières à AQPA pour amplifier une menace jihadiste qu'il serait seul à pouvoir neutraliser.

C'est la répression sauvage de la contestation syrienne par Bachar al-Assad, à partir du printemps 2011, qui offre à Baghdadi une opportunité exceptionnelle. La dictature syrienne trouve un double avantage au soutien à l'EI : elle sème ainsi le trouble dans les rangs d'une opposition initialement non-violente, ralliée progressivement et dans le désordre à la lutte armée ; elle peut se poser à l'étranger comme le seul rempart contre la menace d'Al-Qaïda, discours martelé en écho par ses alliés inconditionnels de Moscou et de Téhéran. Un « Front Nosra » (littéralement « du Soutien ») se développe ainsi comme façade syrienne de l'EI.

Baghdadi a retrouvé en Syrie cette marge de manœuvre qui lui manquait tellement en Irak. En outre, la brutalité du Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, son sectarisme chiite et son acharnement contre la Sahwa attirent chaque jour de nouvelles recrues au mouvement jihadiste. Jouant désormais sur les deux côtés de la frontière syro-irakienne, Baghdadi proclame en avril 2013 un « État islamique en Irak et au Levant », en arabe Daech. Il en installe la capitale de fait à Raqqa, la principale ville syrienne du Moyen-Euphrate, devenue « vitrine » de l'arbitraire jihadiste.

Le Front Nosra, refusant l'hégémonie de ses parrains irakiens, fait dissidence et en appelle à l'arbitrage de Zawahiri. Mais Baghdadi balaie l'injonction du chef d'Al-Qaïda à contenir l'action de Daech en Irak pour réserver la Syrie à Nosra. Il envoie même des sicaires éliminer au nord d'Alep l'émissaire dépêché par Zawahiri en Syrie. De manière générale, Daech liquide toute formation alternative dans les zones sous son contrôle. Baghdadi peut une fois de plus compter sur la bienveillance d'Assad, dont l'aviation épargne ostensiblement les positions de Daech.

Il apparaît au début de 2014 que Baghdadi n'a plus seulement en tête la domination régionale sur le courant jihadiste, il entend bien détrôner Zawahiri lui-même de son magistère « global ». Même si Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou Al-Qaïda pour la Péninsule arabique (AQPA) appellent les « frères ennemis » de Daech et Nosra à la réconciliation, de plus en plus de groupes jihadistes, notamment en Égypte, annoncent leur ralliement à Baghdadi, et à lui seul. Les combats entre jihadistes font des milliers de victimes, entre autres dans la vallée de l'Euphrate.

Baghdadi sort vainqueur de ce conflit avec Nosra et il rallie à Daech l'écrasante majorité des « volontaires » étrangers, venus en Syrie pour y mener le jihad. Daech accorde d'ailleurs une importance majeure à cette tâche de recrutement international, chaque nouveau « volontaire » étant contraint de convaincre deux à cinq de ses compatriotes de le rejoindre en Syrie. Cette politique systématique de Daech explique la progression exponentielle des « montées au jihad » syrien dans le monde entier.

Les premiers contingents de cette internationale jihadiste, enrôlée par Daech, sont les Saoudiens, les Tunisiens et les Libyens. Mais Tchétchènes ou Indonésiens frappent aussi par leur présence massive dans ce qui est bel et bien un phénomène mondial. Sur le continent européen, l'inquiétude s'aggrave face à des « montées au jihad » qui n'épargnent aucun pays, même si la France, le Royaume-Uni et la Belgique apparaissent les plus concernés.

La passivité internationale lors des bombardements chimiques de la banlieue de Damas, en août 2013, a ouvert un boulevard aux recruteurs jihadistes : ils ont pu dénoncer le « complot » de l'Amérique, de l'Europe, de la Russie et de l'ONU à l'encontre des Musulmans de Syrie, que Daech était supposé être seul capable de défendre. Des vidéos de propagande, largement diffusées sur les réseaux sociaux, ont d'autant plus amplifié l'écho de Daech que les médias occidentaux en ont relayé les annonces.

Deux autres dimensions sont à prendre en compte pour expliquer la formidable capacité d'attraction de l'organisation de Baghdadi : d'abord, tout un discours de blanchiment de la rapine, parée du terme « islamique » de butin (*ghanima*), qui a séduit délinquants et criminels en mal de réhabilitation morale ; ensuite, un jeu systématique sur les angoisses apocalyptiques, Daech étant censé mener la « bataille de la Fin des temps », et donc accomplir les prophéties. Ce mélange de violence désinhibée et d'urgence millénariste est d'une efficacité sans précédent.

Une force va pourtant relever le défi de Daech et infliger une défaite cinglante aux partisans de Baghdadi. C'est la coalition anti-Assad qui lance en janvier 2014 sa « seconde révolution », cette fois contre les jihadistes, bientôt expulsés des provinces d'Idlib et d'Alep, au nord et au nord-est de la Syrie. Baghdadi encaisse le choc, jure de se venger, mais compense ses lourdes pertes en s'implantant dans la province irakienne d'Anbar, livrée par le gouvernement Maliki aux exactions de la soldatesque.

Les lieutenants de Baghdadi se sont parallèlement lancés dans un véritable travail de sape à Mossoul, où ils peuvent compter sur les nostalgiques de Saddam Hussein, camouflés sous l'improbable identité d'une confrérie soufie, la Naqchabandiyya. Maliki, absorbé par ses intrigues de palais à Bagdad, ne voit rien venir du péril. Quant aux États-Unis, trop heureux de s'être extirpés du borbier irakien en 2011, ils sont aussi passifs en Irak qu'en Syrie.

Même la chute de Mossoul en juin 2014 et la proclamation du « califat » de Baghdadi n'arrivent pas à secouer cette torpeur internationale. Le défi lancé par Daech au monde entier est pourtant clair : le « calife » auto-proclamé peut déclencher le « jihad offensif », soit des frappes terroristes partout sur la planète, là où même Ben Laden prétendait n'agir qu'au nom de la légitime défense.

Les révélations sur le parcours de Mehdi Nemmouche, l'auteur présumé de la tuerie du musée juif de Bruxelles, en mai 2014, sont à cet égard troublantes : non seulement ce partisan de Baghdadi a perpétré un carnage dans la droite ligne des massacres d'Al-Qaida, mais il a auparavant été un des bourreaux des otages, entre autres occidentaux, détenus par Daech en Syrie, se vantant devant eux des attentats qu'il perpétrerait un jour prochain en Europe.

En août 2014, le « calife de la terreur » reprend l'offensive, cette fois contre les régions kurdes du nord de l'Irak. Cette poussée s'accompagne d'expulsions et de massacres à l'encontre des minorités chrétiennes et yézidiennes. Barack Obama ne peut plus rester spectateur et il ordonne le bombardement de positions jihadistes, permettant aux forces kurdes de reprendre le barrage de Mossoul, le plus important d'Irak.

Le tardif sursaut américain entraîne, comme Baghdadi l'avait programmé depuis longtemps, le supplice d'otages anglo-saxons et la sinistre mise en scène de leur décapitation. Obama, après avoir admis maladroitement n'avoir « pas encore de stratégie » contre Daech, s'engage

en septembre 2014 à détruire l'organisation de Baghdadi. Une coalition est laborieusement mise en place, avec un rôle pionnier de la France.

Le président François Hollande se rend en effet à Bagdad et à Erbil pour afficher sa solidarité avec les nouvelles autorités irakiennes. Il accueille peu après à Paris, sous sa co-présidence et celle de son homologue irakien, une conférence internationale de mobilisation contre Daech. Parallèlement, le chef de la diplomatie américaine retrouve à Jeddah les leaders arabes décidés à s'engager dans cette campagne.

Cette coalition hétérogène souffre cependant du refus de la Turquie de s'engager au-delà d'une action « humanitaire ». L'abstention de ce pilier de l'OTAN peut s'expliquer par les tractations réussies en vue de la libération des 49 otages turcs détenus durant plus de trois mois par Daech à Mossoul. Mais une telle abstention alimente les soupçons d'une complicité tacite entre Ankara et les jihadistes, qui partagent un ennemi commun, la guérilla kurde de Turquie – le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan, avec sa branche syrienne, le PYD.

En outre, les membres arabes de la dite « coalition » sont profondément divisés entre, d'une part, l'Arabie saoudite, engagée dans une lutte aussi acharnée contre les Frères musulmans que contre Daech, et, d'autre part, le Qatar, parrain des Frères musulmans dans toute la région. Le Qatar peut compter sur la compréhension du Koweït et, dans une moindre mesure, du sultanat d'Oman. Mais l'Arabie a avec elle l'Égypte, la Jordanie, les Emirats arabes unis et Bahreïn.

La fragilité de la coalition anti-Daech s'aggrave de l'absence de clarté des objectifs éventuellement poursuivis en Syrie. Ce n'est pourtant pas en Irak que la victoire recherchée contre Baghdadi peut être remportée, car la hiérarchie jihadiste et les arsenaux de Daech ont d'ores et déjà été repliés en Syrie, dans la perspective de frappes occidentales en Irak. C'est aussi en Syrie que, par le contrôle de bassins pétrolifères, Daech est assuré de rentrées conséquentes ; des trafiquants liés au régime Assad font à cet égard le jeu des jihadistes.

CONCLUSION

Les attentats qui ont frappé Paris du 7 au 9 janvier 2015 ont suscité, le 11 janvier, une mobilisation populaire et une solidarité internationale sans précédent. La progression spectaculaire des « montées au jihad », essentiellement vers la Syrie, et au profit de Daech, est enfin prise au sérieux comme une menace majeure sur la sécurité publique, à l'échelle nationale comme au niveau international. On voit cependant que les leçons de la « guerre globale contre la terreur » – surtout de la désastreuse invasion de l'Irak en 2003 – sont loin d'avoir été tirées dans le débat public. Quant aux amalgames Islam/islamisme/jihad/terrorisme, ils fleurissent comme jamais, obscurcissant encore plus la compréhension d'un phénomène légitimement angoissant. Si ce texte est cependant parvenu à clarifier les concepts de jihad et de jihadisme, à distinguer le « jihad national » du « jihad global », alors que le lecteur qui m'a suivi jusqu'ici en soit remercié.